

Appel à la grève interprofessionnelle le 9

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à manifester contre le plan d'austérité le jeudi 9 avril.

2.04.2015



De gauche à droite : Bernard Remaud (CGT), Philippe Rocheteau (FO), Albert Deau (FSU) et Stéphane Thobie (Solidaires).

Jeudi 9 avril, à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, une partie des salariés des secteurs publics et privés seront en grève. L'appel national est relayé par les instances syndicales du département. « **La politique d'austérité, ça suffit** », clament en chœur Philippe Rocheteau (FO), Bernard Remaud (CGT), Stéphane Thobie (Solidaires) et Albert Deau (FSU), représentants respectifs de leurs syndicats en Vendée. « **Et surtout, ça ne règle aucun problème** », poursuit Philippe Rocheteau. Preuve à l'appui : « **Une enquête rendue publique par l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) montre que le revenu moyen annuel des ménages a baissé de 1 600 € depuis 2008** ». Et moins de pouvoir d'achat, « **c'est moins de consommation et donc moins d'emplois créés** », résume Bernard Remaud.

« Un rapport de force »

Les syndicats mettent en cause la politique salariale, dans le public, comme dans le privé. « **Dans la fonction publique, le point d'indice est gelé depuis cinq ans et pendant trois ans encore, c'est du jamais vu** », déplore Philippe Rocheteau. « **Et dans le privé, malgré le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi perçu par les patrons, ils**

s'acharnent à limiter les augmentations de salaire ».

Stéphane Thobie embraye sur la même thématique : « **La répartition des richesses se fait à l'envers. Grâce aux cadeaux fiscaux du gouvernement, les entreprises et leurs actionnaires engrangent les bénéfices et voient leurs revenus augmenter, tandis que le système social s'effondre. La sécu est en danger** ».

Albert Deau appuie les propos de ses collègues en posant des chiffres à l'appui : « **la France n'a jamais été aussi riche. De 1999 à 2013, la productivité a augmenté de 5,4 %, mais les salaires de 0,4 % seulement. Résultat : un jeune sur quatre est en situation de pauvreté et 7 % des retraités âgés de 60 à 69 ans sont contraints d'exercer une activité professionnelle pour compléter leur retraite** ».

Au lendemain d'un scrutin national qui a affaibli considérablement le pouvoir en place, les syndicats estiment que « **la démocratie est plombée par un sentiment d'injustice** ». Ils ont décidé d'enclencher « **un rapport de force pour obtenir le retrait du pacte de responsabilité** ». La manifestation du 9 avril « **n'est que le début d'un processus qui appellera des suites** ».

Jean-Philippe GAUTIER.